



Madame la Directrice Académique de l'Aveyron,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les Inspecteurs et Inspectrices de l'Education Nationale
Mme et M. les membres du CSAD,

Une rentrée, cela se prépare bien en amont. Depuis plusieurs années, cela semble de moins en moins possible.

Comment peut-on travailler sereinement quand tout arrive au dernier moment ou pas du tout ?

Les personnels ne peuvent plus suivre,
Sans appropriation, les mesures restent toutes inefficaces voire ignorées, vous le savez, vous Mesdames les IEN qui allez dans les écoles, les collègues dans le but de tenir, trient allègrement les annonces et heureusement....

Il en est de même pour les personnels administratifs. On essaie de parer au plus urgent avec les moyens du bord ou sans ces moyens d'ailleurs et forcément parfois ça coince...

Ceci n'est pas sérieux mais cela devient l'ordinaire...Une forme de résignation apparaît...On ne peut pas tout faire....

Nous siégeons en CSA sans règlement, sans doc de travail, à l'arrache donc...Vous me direz comme on n'a pas de moyens...On ne compte ni les PS1 ni les élèves relevant du médico social scolarisés pour certains à temps plein...

Vous allez nous répondre que notre vision est bien pessimiste (alors que nous la savons factuelle) .

Néanmoins à l'Unsa nous ne sommes pas résignés, et nous vous demandons donc d'infléchir la politique éducative du département sur les points suivants que nous avons pu évoquer avec vous en audience :

-le remplacement : la brigade départementale doit être abondée. Un plan pluri-annuel pourrait être envisagé afin de rattraper le retard pris dans ce domaine. C'est tout le système qui est désorganisé quand les collègues ne sont pas remplacés.

Il est inadmissible que le non remplacement devienne une donnée, un problème de plus à gérer pour les équipes de terrain (circos et collègues des écoles de 4 classes et plus).

-les frais de déplacement des personnels itinérants. Les coûts de transport ont explosé, il faut donner les moyens aux collègues de se déplacer dans les écoles.

-le soutien aux équipes mises en cause par des parents.

Nous nous inquiétons d'une montée importante d'actions judiciaires. Cela se traduit par un nombre croissant de dépôt de mains courantes ou de plaintes de parents à l'encontre des équipes éducatives. Si la majorité de ces actions ne trouvent pas de suite judiciaire elles marquent durablement les équipes. Elles sont parfois suivies d'une médiatisation d'ailleurs.

Il n'est pas neutre de devoir se rendre dans un commissariat ou une gendarmerie pour se voir notifier une plainte.

Comment l'institution s'organise-t-elle pour accompagner ces collègues, les former, faire le lien avec les médias ?

Oui ces collègues sont accompagnés par des membres de l'encadrement, oui ils obtiennent la protection fonctionnelle, oui leur assurance personnelle leur fournit des conseils d'avocat, mais est-ce suffisant ?

Ne nous méprenons pas d'ailleurs, les collègues ne pourront pas améliorer le climat scolaire tant que M Macron et son ministre feront des annonces incessantes à visée politique.

Vous dites Mme la Dasen, que les parents doivent être amenés à comprendre qu'il n'y a pas de relation d'égalité entre professionnels et parents. Mais alors quelle cohérence quand on voit les entretiens ou sondages réalisés auprès de ces mêmes parents lors des évaluations d'école ?

Comment comprendre la communication ministérielle directe auprès des parents, à coups de flyers qui doivent être déposés dans les cartables, qui dictent l'organisation des journées par exemple et propagent des demis-vérités?

Comment ne pas dénoncer les annonces qui prennent la forme d'éléments de langage qui mettent en porte à faux tous les membres de l'éducation nationale avec l'opinion publique ?

C'est tout cela qui supprime l'autorité des enseignants et nous espérons que vous faites remonter cette analyse.

-le pacte enseignant enfin hélas ! Peut-on se réjouir que les collègues sollicitent ces unités ? Si c'est pour se faire payer du travail déjà fait nous disons chiche !

Pour le reste, restons vigilants, nous demandons que la plus grande transparence soit faite sur les projets retenus comme innovants, de manière générale nous demandons le détail des unités pactes distribuées. Nous redisons ici que le traitement de la difficulté scolaire doit être fait sur le temps scolaire.

Il conviendra enfin de rappeler aux élus que les unités pactes ne rentrent pas dans les ORS des collègues.

Les personnels éducatifs ont besoin, aujourd'hui, du soutien de la nation pour assurer leur mission, pour construire l'école de demain, certainement pas de polémiques cache-misère ou d'annonces démagogiques ou relevant d'une vision passéiste de l'école !